Regards croisés

1- Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

Objectifs d'apprentissage

OA	La consigne	Les notions indispensables à maîtriser	illustrations	A valoriser : les théories, le vocabulaire
Connaître les grandes tendances d'évolution des inégalités économiques depuis le début du XXe siècle et comprendre que les inégalités économiques et sociales présentent un caractère	Etre capable de présenter les différentes périodes d'évolution des inégalités économiques au XX° siècle	1914-1980 : réduction générale des inégalités de revenus et de patrimoine dans les sociétés occidentales et augmentation des inégalités internationales après 1980 : augmentation des inégalités internes dans les pays développés et diminution des inégalités internationales	30 Glorieuses Développement de la Chine Augmentation des inégalités en France	Moyennisation/ Société en toupie Polarisation/ Société en sablier
multiforme et cumulatif.	Etre capable d'expliquer pourquoi les inégalités peuvent prendre plusieurs formes et qu'elles s'ajoutent créant un cercle vertueux ou vicieux	Inégalités: Une inégalité est une différence entre deux individus ou deux groupes qui se traduit en termes d'avantages ou de désavantages par rapport à une échelle de valeurs. Une inégalité ne doit pas être confondue avec une différence: une différence entre deux individus ou deux groupes ne devient une inégalité qu'à partir du moment où elle est traduite en termes d'avantages ou de désavantages par rapport à une échelle de valeurs. Elle est donc toujours relative.		
		Inégalités multiformes Les inégalités économiques correspondent aux inégalités liées aux revenus et aux patrimoines Les inégalités sociales : les avantages et désavantages concernent les ressources sociales valorisées. Elles sont de nature très diverses et sont parfois difficilement mesurables	Ecarts de salaire entre CPIS et ouvriers Inégalités face à la santé, l'éducation, l'accès à la politique	Revenu/revenu primaire/de transfert Revenu disponible brut Patrimoine

		Inégalités cumulatives : les inégalités s'ajoutent les unes aux autres Inégalités économiques génèrent des inégalités économiques et sociales Inégalités sociales génèrent des inégalités économiques et sociales	Les inégalités de revenu entraînent des inégalités de patrimoine et de diplôme Les inégalités de diplôme entraînent des inégalités de revenu et d'accès au logement	A Bihr et R Pfefferkorn : les inégalités font système
Savoir interpréter les principaux outils de mesure des inégalités, statique (rapport inter-quantiles, courbe de Lorenz et coefficient de Gini, top 1%) et dynamique (corrélation de revenu parents-enfants)	Etre capable de lire correctement les données et être capable à partir de l'outil de mesure d'en déduire l'évolution des inégalités : hausse ou baisse	rapport inter-quantiles Le quantile seuil : c'est la valeur de la variable telle que x% de la population a moins, et (100-x)% de la population a plus. Le nombre de quantiles est égal au nombre de groupes moins 1 Le quantile moyenne : la donnée chiffrée du quantile représente la moyenne du groupe ; il y a autant de quantiles que de groupes Les quantiles plus utilisés : D1 : le premier décile : 10% de la population a moins,90% a plus D5 : La médiane : 50% de la population a plus, 50% a moins D9 : le neuvième décile : 10% de la population a plus,90% a moins Rapport interdécile : D9/D1 : les 10% les plus riches ont x fois plus que les 10% les plus pauvres. Quand le rapport augmente, les inégalités augmentent courbe de Lorenz : représentation graphique des inégalités. En abscisse est porté le pourcentage cumulé croissant de la donnée étudiée. La bissectrice représente la répartition égalitaire. Plus la courbe est éloignée de la diagonale, plus la répartition de la variable est inégalitaire		Indicateur de dispersion statique Distinction écart (absolu) inter-quantiles/ rapport (relatif Distinction décile/quintile/quartile Indicateur de concentration statique

		coefficient de Gini: Le coefficient de Gini varie entre 0 et 1. Plus les inégalités sont importantes, plus le coefficient de Gini se rapproche de 1 top 1%: c'est le dernier centile de la population qui représente alors les 1% des ménages les plus aisés. On calcule la part de l'ensemble des revenus détenus par ce top 1%. Plus l'écart est grand entre la part des revenus perçue par ce 1% et sa part dans la population (1%), plus les inégalités sont élevées		Indicateur de concentration statique Indicateur de concentration statique
		corrélation de revenu parents-enfants mesure le caractère héréditaire des inégalités économiques.Un indicateur est l'élasticité inter-générationnelle des revenus		Indicateur dynamique
		Lorsque l'élasticité est à 0, les enfants ne tirent aucun avantage à avoir un parent en bonne position dans la distribution des richesses et la mobilité est parfaite. Il n'y a donc pas de perpétuation des inégalités À l'inverse, une élasticité égale à 1 montre que la conservation des positions est parfaite et la hiérarchie des positions se reproduit à l'identique.		
Comprendre que les différentes formes d'égalité (égalité des droits, des chances ou des situations) permettent de définir ce qui est considéré comme juste selon différentes conceptions de la justice sociale (notamment l'utilitarisme, le libertarisme, l'égalitarisme libéral, l'égalitarisme strict)	Etre capable de présenter les différentes formes d'égalité et d'expliquer comment chacune est reliée à des analyses de la justice différente	La justice sociale est un principe moral et politique : elle est fondée sur ce qui est socialement inacceptable en matière d'inégalités L'égalité de droit est une égalité devant la loi : les règles s'appliquent à tous de manière uniforme. La justice sociale commutative sanctionne les infractions au droit : elle assure la propriété individuelle et la situation personnelle ; elle vise à garantir strictement le respect de la liberté individuelle	Droit de vote	

		L'égalité des chances a pour objectif de limiter les effets de l'héritage économique, culturel ou social : il faut donc traiter tous les individus de la même manière au départ. Les différences de situations à l'arrivée sont acceptées car elles sont légitimes puisqu'elles rémunèrent des efforts et des mérites différents. La justice distributive consiste à proportionner les charges et les honneurs au mérite de chacun. L'Etat doit intervenir pour corriger l'inégalité des situations initiales	école gratuite et obligatoire pour tous	Méritocratie équité
		L'égalité des résultats consiste à traiter les individus de la même manière à l'arrivée. Il y a donc égalité de situations. Les différences doivent être rejetées quelles que soient les origines. Chacun doit donc disposer de ce dont il a besoin et cela indépendamment de son activité.	redistribution verticale des revenus	
		La justice sociale corrective consiste à corriger les inégalités pour tendre vers une égalité à l'arrivée. Dans ce cas, l'Etat doit intervenir pour corriger l'inégalité des situations de départ		
	Présenter et expliquer les différentes conceptions de la justice sociale et montrer que ces conceptions peuvent être	Utilitarisme: Une société juste est celle qui maximise le bien-être social total, indépendamment de la structure de la répartition des ressources: l'optimum est en effet atteint lorsqu'il est impossible d'ajouter une satisfaction à un individu sans réduire la satisfaction d'un autre individu. Les formes d'égalité à atteindre:		
opposees	opposées	L'égalité des droits : cette conception repose sur la liberté des individus L'égalité des chances : il faut instaurer une école gratuite et généralisée qui permettra d'assurer la formation d'une élite : c'est la circulation des élites de Pareto		
		L'égalité des résultats est un moyen non un objectif : la réduction des inégalités est tolérée si elle permet d'augmenter l'utilité totale		

Libertarisme : Une société juste est une société qui respecte les libertés individuelles et les droits de propriété

Les formes d'égalité à atteindre :

l'égalité des droits est valorisée : le seul rôle de l'État est de garantir la liberté et les droits de propriété.

l'égalité des chances est refusée quand elle est atteinte par la redistribution. Car le libertarisme s'oppose à l'imposition des revenus.

l'égalité des situations est aussi refusée, du fait du refus de toute intervention de l'Etat visant à prélever des impôts

l'égalitarisme libéral : une société juste est une société qui respecte les liberté fondamentales, l'égalité des chances et dont les inégalités profitent aux plus défavorisés

Les formes d'égalité à atteindre

égalité des droits : le principe de liberté est essentiel . On ne doit pas, pour combattre les inégalités, aller à l'encontre de libertés fondamentales

égalité des chances : les personnes ayant le même talent et fournissant les mêmes efforts doivent pouvoir accéder aux mêmes positions sociales indépendamment de leur origine sociale, géographique ou de leur sexe

égalité des situations : les membres les moins avantagés de la société peuvent bénéficier d'un traitement différent à condition que cela reste à leur bénéfice tout en ne détériorant pas le bénéfice de la collectivité toute entière et en ne nuisant pas à la liberté de ses membres

l'égalitarisme strict : une société juste est une société dans laquelle les individus sont réellement égaux. C'est une égalité de fait: tous les individus doivent pouvoir avoir des conditions matérielles d'existence proches.

Les formes d'égalité à atteindre : il faut atteindre les 3 formes d'égalités, notamment l'égalité des situations : dans ce cas, l'Etat doit intervenir pour corriger l'inégalité des situations

place privilégiée accordée à la propriété privée (Nozick).

l'analyse de John Rawls sur le voile d'ignorance

l'égalité des droits assure une égalité théorique et non réelle : selon Marx, l'égalité des droits assure une démocratie formelle conférant au peuple des droits et des libertés précieux, mais elle ne donne pas les moyens de les exercer

Comprendre que	Présenter et	Fiscalité ou impôts : ensemble des	Distinction impôts
l'action des	expliquer les	prélèvements sur les ressources des	/prélèvements obligatoires
pouvoirs publics en	différents	contribuables, sans contrepartie	
matière de justice	moyens utilisés	déterminée, pour couvrir les dépenses	
sociale (fiscalité,	par les	publiques de l'État, des collectivités	
protection sociale,	pouvoirs	locales et de l'Union européenne	
services collectifs,	publics pour	T . A	Impôts directs/indirects
mesures de lutte	assurer la	Les impôts principaux :	
contre les	justice sociale	L'impôt sur le revenu : le montant payé	
discriminations)		dépend de deux variables : l'ensemble	Taux d'imposition
s'exerce sous		des revenus et les charges de famille du	marginal/taux moyen
contrainte de		contribuable. L'impôt sur le revenu est	d'imposition
financement et fait		un impôt progressif qui réduit les	•
l'objet de débats en		inégalités	
termes d'efficacité			
(réduction des		La TVA est un impôt proportionnel,	
inégalités), de		calculé sur le prix de vente hors taxes de	
légitimité		tous les biens et services. Même si le	
(notamment		taux de la TVA est identique pour tous,	
consentement à		il est faiblement régressif : il augmente	
l'impôt) et de risque		les inégalités. Plus le revenu augmente,	
d'effets pervers		plus la part du revenu consommé est	
(désincitations)		faible. Le poids de la TVA dans le	
		revenu est donc plus fort pour les	
		revenus les plus bas car leur propension	
		à consommer est plus forte	
1	l	1	

Protection sociale: dans les sociétés modernes, la protection sociale est le système qui offre aux individus une protection collective contre les risques sociaux Les risques sociaux sont des évènements aléatoires et difficilement contrôlables provoquant des dépenses importantes pour l'individu (maladie ou accident), ou une diminution sensible de ses revenus habituels (chômage, cessation d'activité). Cette protection sociale a comme avantage d'être (ou du moins c'est son objectif) universelle, c'est-à-dire de concerner l'ensemble des personnes vivant sur le territoire national.

2 modèles de protection sociale :

Le système bismarckien basé sur la logique de l'assurance : chaque actif cotise proportionnellement à son revenu et reçoit des prestations proportionnelles à ses cotisations : des prélèvements obligatoires uniquement dédiés au financement de la Sécurité Sociale. Le versement des prestations est « sous condition de cotisation », c'est-à-dire qu'il faut avoir cotisé pour en bénéficier. La redistribution est horizontale

Le système beveridgien basé sur la logique de l'assistance d'après- guerre. Le système est financé par l'impôt; tous les individus sont couverts quelle que soit leur situation professionnelle; la redistribution est verticale

Le système de protection sociale français : la Sécurité Sociale a été créée en France en 1945 sur un modèle bismarckien. A partir du milieu des années 70, la crise économique oblige à modifier le système de Sécurité Sociale en intégrant une logique d'assistance

Distinction Etat-Gendarme/Etat-Provide

Modalités d'attribution des prestations sociales

Modèle beveridgien : universalité/unité/uniformité

Services collectifs: un service non marchand fourni par des administrations publiques, qu'elles soient locale, centrale ou de Sécurité Sociale financé par des prélèvements obligatoires Un service collectif assure la justice distributive quand ce service collectif a pour objectif l'égalité d'accès aux moyens de réussir. Un service collectif peut aussi contribuer à la justice corrective et assurer une plus grande égalité de situation: plus le revenu est faible, plus la part de ces services collectifs dans le revenu est forte.	l'école obligatoire et gratuite : elle donne alors à tous un savoir minimum	
Lutte contre les discriminations une discrimination est une différence de traitement qui ne s'appuie sur aucun critère objectif. 2 moyens:	Inégalités de salaire hommes/femmes	
politiques répressives : l'objectif est de de faciliter l'accès à la justice des victimes de discrimination mesures de discrimination positive : la discrimination positive est un principe : instituer des inégalités pour promouvoir l'égalité. C'est un traitement préférentiel volontairement accordé aux membres d'une minorité traditionnellement désavantagée afin de compenser les désavantages associés à cette appartenance. La discrimination positive, en remettant en cause l'égalité des droits, cherche en fait à promouvoir d'autres formes d'égalité : soit l'égalité des possibles, soit l'égalité (ou la moindre inégalité) des positions	les tribunaux, depuis le début des années 2000, accueillent de plus en plus volontiers la technique du testing. Loi sur la parité hommesfemmes en politique	Affirmative action aux Etats-Unis Modalités: caractériser les populations qui souffrent de désavantages/ mettre en évidence les avantages dont doivent bénéficier les populations

com moy d'ac	nment ces le re yens re	pepuis les années 1980, déficit public : les dépenses sont supérieures aux prettes de la Sécurité Sociale :	
cont fina	traintes de le au l'objet de vi	es dépenses de la Sécurité Sociale agmentent rapidement du fait du ieillissement de la population et de la nontée du chômage	
	le.	es recettes augmentent moins vite que es dépenses : l'augmentation du nombre e chômeurs se traduit automatiquement ar une baisse du nombre de cotisants	
	cc et dé ur	éficit budgétaire : est limité du fait des ontraintes de l'UE : le Pacte de stabilité de croissance ratifié en 97 impose un éficit public inférieur à 3% du PIB et n endettement public inférieur à 60% u PIB	
	ré	duire les dépenses sociales pour de duire les inégalités pose le problème le leur financement	
	l'a ok di al-	quand elles sont financées par augmentation des prélèvements bligatoires, cela se traduit par une iminution des revenus des agents. Il y a lors une baisse de la demande qui peut ntraîner une baisse de la production	Analyse de Keynes : le multiplicateur
	en de d' l'1 m ris de en fa	quand elles sont financées par imprunt, l'augmentation de la demande e capital entraîne une hausse du taux l'intérêt et un effet d'éviction : comme Etat est un emprunteur sûr, les nénages qui ont une aversion pour le sque préfèrent acquérir des titres de la ette publique plutôt que ceux d'une intreprise privée qui peut toujours faire nillite.	Analyse libérale : offre et de mande de capital
expl déba sur l pour publ	oliquer les parats portant l'action des il voirs olics sur la	caction des pouvoirs publics n'assure as toujours une réduction des inégalités our assurer une réduction des inégalités faut des prélèvements progressifs mpôt sur le revenu) et non dégressifs (TVA)	Impôt sur le revenu/TVA/cotisations sociales
inég		es dépenses ne profitent pas à ceux qui n ont le plus besoin	Taux de non recours des aides sociales

L'action des pouvoirs publics n'est pas toujours considérée comme légitime

une fiscalité progressive peut être considérée comme injuste : les inégalités sont considérées comme légitimes dans une société méritocratique d'égalité des chances

Le consentement à l'impôt diminue car une partie des français remet en cause la légitimité de l'impôt : elle considère que son poids n'est plus réparti de façon équitable

Les politiques de discrimination positive peuvent être jugées injustes par une partie de la population : tous les individus n'ont pas les mêmes droits.

L'action des pouvoirs publics peut être désincitative :

Les allocations chômage sont vues comme une incitation à rester au chômage ou à quitter son emploi.

Des prélèvements progressifs sont désincitatifs : le revenu net des plus riches diminue, ce qui réduit leur incitation à épargner, à innover et à travailler

Analyse libérale

trappes à l'inactivité: lorsque la différence entre tous les revenus nets associés à l'activité et à l'inactivité est faible compte tenu de la désutilité marginale et /ou de la valorisation du travail.

Courbe de Laffer

Théorie du ruissellement : l'augmentation des revenus des plus riches permet donc d'augmenter les revenus des plus pauvres, car ils contribuent davantage à la croissance

Limites des mesures de discrimination positive :allocation non optimal des individus, effets pervers : fraude